Trentels : finances de la commune

Commune · Lot-et-Garonne (47) · 880 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Trentels affichait un encours de dette de 606 k€, soit 689 € par habitant, une épargne brute égale à 3 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 28,8 ans.

Dette par habitant
689 €
606 k€ au total

Capacité de désendettement
28,8 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
3 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
783 € / hab.
689 k€ au total

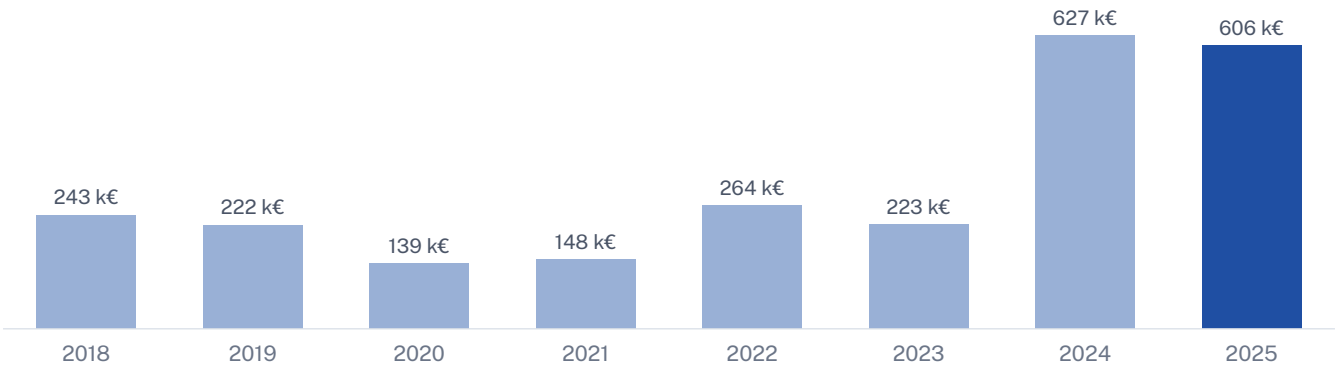
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	783 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	42,2 %	331 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	3 %	24 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Sous le seuil d'alerte).
Est-elle endettée ?	689 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	180 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	414 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 243 k€ en 2018 à 606 k€ en 2025 (+149 %). Valeur la plus haute : 627 k€ en 2024 ; la plus basse : 139 k€ en 2020.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	243 k€	9,3 %	4,9 ans	71 k€
2019	222 k€	8,6 %	4,7 ans	150 k€
2020	139 k€	12,7 %	2 ans	49 k€
2021	148 k€	5,7 %	4,7 ans	147 k€
2022	264 k€	11,5 %	3,6 ans	218 k€
2023	223 k€	15,4 %	2 ans	218 k€
2024	627 k€	13,5 %	6,3 ans	699 k€
2025	606 k€	3 %	28,8 ans	159 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Trentels	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	689 €	995 €	−30,8 %
Impôts locaux par habitant	414 €	352 €	+17,6 %
Frais de personnel par habitant	331 €	343 €	−3,5 %
Investissement par habitant	180 €	190 €	−5,1 %
Taux d'épargne brute	3 %	23,6 %	
Capacité de désendettement	28,8 ans	3,5 ans	

Jumelles : Serres-sur-Arget (09), Pompignan (30), Dalou (09), Saint-Rémy-de-Sillé (72), Gimel-les-Cascades (19), Asnières-la-Giraud (17), Causse-et-Diège (12), Broye (71), Valderiès (81), Lesperon (40). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	876	880	+0,5 %	−0,6 %
Dette par habitant	253 €	689 €	+172,3 %	−14,8 %
Impôts locaux par habitant	296 €	414 €	+39,9 %	+28 %
Frais de personnel par habitant	224 €	331 €	+47,6 %	+21,8 %
Taux d'épargne brute	8,6 %	3 %	−5,7 points	−3,7 points
Capacité de désendettement	4,7 ans	28,8 ans	+24,1 ans	−0 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 639 €		1 430 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Trentels	Comparaison
Habitants (2023)	843	+3,2 % depuis 2012 (département : +0,4 %)
65 ans ou plus (2023)	25,4 %	département : 27,8 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3 pour 100 habitants	département : 5,2
Salariés du secteur privé (2025)	54	−59,7 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	59	−22,4 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	105,4	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

400 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 240 emplois, soit 62 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	5,2 %	3,2 %	1,3 %	10,7 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	16,3 %	8,9 %	6,6 %	25,1 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0 %	10,8 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	18,8 %	24,7 %	26,4 %	21,4 %
Employés	28,2 %	27,9 %	26,1 %	18,1 %
Ouvriers	31,4 %	24,5 %	19,5 %	24,7 %

Professions les plus exercées par les habitants : Nouvelle-Aquitaine

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	50 290	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	39 830	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	38 670	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	36 450	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 650	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 900	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	32 950	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	31 890	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 170	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	29 890	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	25 910	1 %
Assistants maternels agréés	23 890	0,9 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Lot-et-Garonne (47)) : 14 687 au moins, dont 47,2 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	3 244	47,9 %
Viticulteurs, arboriculteurs	1 459	39,1 %
Maraîchers et horticulteurs	950	55,6 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	788	35,7 %
Manutentionnaires et déménageurs peu qualifiés	421	28,5 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	405	33,3 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	375	79,5 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	372	36,8 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	350	96 %
Employés de libre service	331	10,3 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Trentels
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	188 k€ pour 11 projets
Par habitant	214 € (communes de même taille : 210 € ; département : 247 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	30,6 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Travaux de sécurisation de la traversée de l'agglomération	121 264 €
2025	DETR	Creation d'une palette de retournement de la VC ndeg2 "rue des ondes"	15 232 €
2024	DETR	Travaux de mise en conformite de la defense exterieure contre l'incendie	2 880 €
2023	DETR	Implantation d'un poteau et équipement de 3 bornes d'irrigation agricole	2 220 €
2025	DETR	Mise en conformite de la defense exterieure contre l'incendie	1 720 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.